

Lutte anti-corruption en léger recul

CLASSEMENT. Le pays pointe au 6^e rang de l'indice mondial 2025 de Transparency International, perdant une place. Les risques dans le secteur public inquiètent l'ONG.

La lutte contre la corruption doit être améliorée en Suisse, estime Transparency International. La Confédération a perdu une place et se retrouve 6^e du classement par pays, selon l'Indice de perception de la corruption (CPI) 2025, publié mardi par l'ONG.

La Suisse a obtenu 80 points sur 100. Certes, cela ne représente qu'un point de moins que l'année dernière, mais depuis 2015 le pays en a perdu six, ce qui représente un «recul considérable», souligne Transparency International Suisse dans un communiqué. Sur la même période, la moyenne des pays d'Europe occidentale a baissé de deux points.

Transparency International plaide pour la mise en place de stratégies contre la corruption aux niveaux cantonal et communal, lesquels en sont dépourvus.

«Ces dix dernières années, la proportion de personnes des milieux économiques suisses qui considèrent la corruption de fonctionnaires comme une pratique courante a fortement augmenté, tandis qu'une autre étude souligne un affaiblissement des institutions de lutte contre la corruption», relève Urs Thalmann, directeur de Transparency International Suisse.

Cette baisse suggère que le risque de corruption dans le secteur public augmente, alors même que des domaines particulièrement problématiques en Suisse, comme le blanchi-

ment d'argent et la corruption transnationale, ne sont pas pris en compte dans l'indice, écrit Transparency International.

Pour l'ONG, la lutte contre la corruption en Suisse peut être améliorée à tous les échelons politiques. Si elle juge la nouvelle stratégie contre la corruption du Conseil fédéral comme un «instrument fondamental» pour prévenir la corruption dans l'administration fédérale, Transparency déplore que certains domaines comme la promotion de la transparence du lobbying au niveau de l'administration n'y figurent pas. De plus, le groupe interdépartemental n'est pas suffisant. Il faut une véritable autorité anti-corruption.

L'ONG plaide aussi pour la mise en place de stratégies contre la corruption aux niveaux cantonal et communal, lesquels en sont pour l'instant dépourvus. Les cantons représentent 43% des dépenses publiques en Suisse, les communes 24%. Le potentiel de corruption dans le secteur public y est élevé, en particulier en matière de népotisme et conflit d'intérêts.

La Suisse partage la 6^e place du classement avec la Suède. Le Danemark, la Finlande et Singapour occupent les premières places. A l'opposé, le Soudan du Sud, la Somalie et le Venezuela occupent les dernières.

En Europe occidentale et dans l'Union européenne, le score moyen est de 64 points. Au niveau mondial, il se situe à 42. L'indice de perception de la corruption a été établi pour 182 pays. Cet indice composite résulte d'une combinaison de cinq à treize indices, enquêtes et évaluations. (ats)